

Préfecture
Direction des collectivités locales
Bureau du contrôle de légalité et
de l'intercommunalité

ARRÊTÉ
portant création de la commune nouvelle de
« Val-Couesnon »
à compter du 1^{er} janvier 2019

LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2113-1 et suivants, les articles L. 2221-4 et suivants ainsi que l'article L. 1412-1 ;

VU la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle pour des communes fortes et vivantes ;

VU les délibérations concordantes en date du 06 septembre 2018 des conseils municipaux d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen-la-Rouërie et de Tremblay sollicitant la création de la commune nouvelle « **Val-Couesnon** », au 1^{er} janvier 2019 ;

VU l'avis favorable rendu lors du comité technique départemental du 10 septembre 2018 ;

Considérant que les communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen la Rouërie et Tremblay sont contiguës et relèvent du même canton ;

Considérant la volonté unanime des conseils municipaux qui se sont prononcés pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes concernées ;

Considérant que les communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen la Rouërie et Tremblay sont intégrées dans la Communauté de communes de « Couesnon Marches de Bretagne » ;

Considérant que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est créée, à compter du 1^{er} janvier 2019, une commune nouvelle en lieu et place des communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen-la-Rouërie et Tremblay (arrondissement de Fougères-Vitré).

Article 2 : La commune nouvelle prend le nom « **Val-Couesnon** » Son siège est fixé à la mairie d'Antrain. La mairie de la commune nouvelle est fixée à : Rue de l'église 35 560 Antrain.

Article 3 : Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 4 246 habitants pour la population municipale et à 4 357 habitants pour la population totale (chiffres du recensement de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques en vigueur au 1^{er} janvier 2018).

Article 4 : À compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la commune nouvelle sera administrée par un conseil municipal constitué dans les conditions fixées par l'article L. 2113-7 du code général des collectivités territoriales, comprenant 60 membres dont les 15 membres de l'actuel conseil municipal d'Antrain, les 14 membres de l'actuel conseil municipal de La Fontenelle, les 14 membres de l'actuel conseil municipal de Saint-Ouen-la-Rouërie et les 17 membres de l'actuel conseil municipal de Tremblay.

Lors de sa première séance, le conseil municipal de la commune nouvelle élira le maire et les adjoints.

Article 5 : Sont instituées au sein de la commune nouvelle, les communes déléguées d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen-la-Rouërie et Tremblay qui reprennent le nom et les limites territoriales des anciennes communes. Chaque commune déléguée dispose de plein droit :

- d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ; toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes, en fonction au moment de la création de la commune nouvelle, deviennent de droit maires délégués ;

- d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Par dérogation, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, un maire délégué peut être maire de la commune nouvelle.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut également décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, la création dans chaque commune déléguée d'un conseil de la commune déléguée, composé du maire délégué et de conseillers communaux dont il fixe le nombre, désignés par le conseil municipal parmi ses membres. Le conseil municipal peut également désigner parmi les conseillers communaux un ou plusieurs adjoints au maire délégué, dans la limite de 30 % du nombre total des conseillers communaux.

Article 6 : La création de la commune nouvelle entraînera sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen-la-Rouërie et Tremblay. Les contrats seront exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants seront informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle.

Les biens, droits et obligations des communes actuelles seront dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

La commune nouvelle sera substituée aux communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen-la-Rouërie et Tremblay dans les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes dont ces communes étaient membres :

- Communauté de communes de « Couesnon Marches de Bretagne »
- Syndicat intercommunal de la Loisançe et de la Minette
- Syndicat intercommunal des eaux d'Antrain
- Syndicat départemental d'énergie 35
- Syndicat mixte Couesnon aval

Article 7 : L'intégralité de l'actif et du passif des communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen-la-Rouërie et Tremblay sera transférée à la commune nouvelle.

Article 8 : Le comptable assignataire de la commune nouvelle sera le comptable de la trésorerie d'Antrain.

Article 9 : Les personnels en fonction dans les communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen-la-Rouërie et Tremblay relèveront de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3^e alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 10 : Afin d'assurer la continuité des services et l'exercice des compétences, les budgets annexes et les CCAS des communes historiques sont repris par la commune nouvelle de «Val-Couesnon».

Il s'agit des budgets suivants :

ANTRAIN

- budgets annexes de la commune d'Antrain:
 - Assinissement
 - Lot Marmoutier
 - Centre de secours

LA FONTENELLE

- budgets annexes de la commune de La Fontenelle :
 - Résidence 3
 - Assainissement
 - Restaurant

SAINT-OUEN -LA ROUËRIE

- budgets annexes de la commune de Saint-Ouen -la -Rouërie :
 - Assainissement
 - Résidence du Soleil levant

TREMBLAY

- budgets annexes de la commune de Tremblay :

- Assainissement
- Zone d'activité du Plateau
- Les Hauts de la Montjoie
- Domaine d'Organtine

Cas particulier des services assainissement :

Les 4 budgets annexes assainissement peuvent, par leur nature, être regroupés dans la commune nouvelle de « Val-Couesnon ».

Toutefois, ces 4 budgets annexes seront conservés de manière distincte dans la commune nouvelle, pendant une période transitoire (du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018) permettant à terme l'harmonisation des 4 services étant donné qu'actuellement les services assainissement des quatre communes ont des modalités de gestion différentes (en délégation de service public pour Antrain, La Fontenelle, en régie autonome pour Saint-Ouen-La-Rouërie et en contrat d'affermage pour Tremblay).

Aussi, les budgets annexes qui suivent sont rattachés à compter du 1^{er} janvier 2019 à la commune nouvelle de « Val-Couesnon » :

Assainissement ANTRAIN

Assainissement LA FONTENELLE

Assainissement SAINT-OUEN-LA-ROUERIE

Assainissement TREMBLAY

Cas particulier des CCAS :

Les opérations du CCAS de la commune nouvelle de « Val-Couesnon », composé des anciens CCAS des communes déléguées, seront retracées dans un compte distinct de la commune nouvelle de rattachement.

À compter du 1^{er} janvier 2019, le budget du CCAS de la commune nouvelle de « Val-Couesnon » sera un budget annexe.

Article 11 :

Afin d'éviter toute rupture dans le service assuré par les régies de recettes ou d'avances et de recettes instituées antérieurement par les communes historiques, le maintien de ces régies et des régisseurs actuellement en fonction est autorisé au-delà du 31 décembre 2018.

À compter du 1^{er} janvier 2019, ces régies seront rattachées, de manière dérogatoire, à la commune nouvelle. Cette dérogation n'est accordée que pendant la période nécessaire à la mise en place des régies par la commune nouvelle, mise en place qui doit être opérée dans les meilleurs délais possibles à compter du 1^{er} janvier 2019 et selon les formes imposées par la réglementation en vigueur.

Article 12 : Des arrêtés ultérieurs détermineront, en tant que de besoin, les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 13 : Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-préfet de Fougères-Vitré, les maires des communes d'Antrain, La Fontenelle, Saint-Ouen -la- Rouërie et Tremblay, le Directeur Régional des Finances Publiques de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Il sera notifié à :

- Messieurs les Maires concernés ;
- Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental d'Ille et Vilaine ;
- Monsieur le Président de la Communauté de communes de « Couesnon Marches de Bretagne » ;
- Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de la Loisançe et de la Minette ;
- Monsieur le Président du Syndicat intercommunal des eaux d'Antrain ;
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte Couesnon aval ;
- Monsieur le Président du Syndicat mixte fermé départemental d'énergie (SDE 35) ;
- Monsieur le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Ille et Vilaine ;
- Monsieur le Président de la Chambre régionale des comptes de Bretagne ;
- Monsieur le Directeur des archives départementales d'Ille et Vilaine ;
- Monsieur le Directeur régional de l'INSEE ;
- Monsieur le Procureur de la république près le tribunal de grande instance de Rennes ;
- Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale de la protection des populations ;
- Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Monsieur le Directeur de l'agence régionale de la santé ;
- Monsieur le Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'académie de Rennes ;
- Monsieur le Commandant de groupement de gendarmerie d'Ille et Vilaine ;

Article 14 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'une mention au Journal Officiel de la République Française.

Rennes, le 28 septembre 2018

Le Préfet,

Signé

Christophe MIRMAND

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.
Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès de mes services.
Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de ma réponse Je vous rappelle à cet égard qu'en application de l'article R 421-2 du code de justice administrative que « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet. »